

## **Communication – LE RESPECT DE LA LOI SUR L’HÉBERGEMENT TOURISTIQUE, UNE AFFAIRE QUI NOUS CONCERNE**

Bonjour,

Au cours des dernières semaines, le ministère du Tourisme a été informé que certains festivals et événements relayaient des publications d’hébergement offert pendant leur événement. Toutefois, plusieurs de ces publications ne sont pas conformes aux obligations découlant de la [Loi sur l’hébergement touristique](#) et de son règlement d’application, le [Règlement sur l’hébergement touristique](#).

À cet effet, nous suggérons à tous les festivals et événements de diffuser les informations suivantes lorsqu’ils acceptent l’affichage de publications en matière d’hébergement lors de leur événement :

Au Québec, sachez que l’hébergement touristique de courte durée est régi par la [Loi sur l’hébergement touristique](#) et son [Règlement sur l’hébergement touristique](#).

Tout établissement d’hébergement doit être enregistré, et ce, même s’il s’agit d’une résidence principale, lorsqu’il y a une offre d’au moins une unité d’hébergement (lit, chambre, appartement, maison, chalet, site pour camper, etc.) :

- à des touristes;
- contre rémunération;
- pour des périodes de 31 jours ou moins (ex. : à la nuitée, à la semaine ou pour la fin de semaine).

Le numéro d’établissement (enregistrement) doit également être visible sur chacune des publicités ou offres d’hébergement (papiers, sites d’hébergement en ligne, réseaux sociaux, etc.), sans quoi l’exploitant est passible d’une amende pouvant aller jusqu’à 50 000 \$.

Bien qu’il soit du devoir de chaque exploitant de respecter les lois et règlements, la Loi sur l’hébergement touristique exige que les publications diffusées sur les sites Web, réseaux sociaux et autres plateformes de festivals présentent clairement le numéro d’établissement (enregistrement) de ces offres.

Nous vous invitons à collaborer afin d’appuyer les efforts déployés par le Ministère ainsi que par Revenu Québec pour assurer le respect de la Loi et, ainsi, veiller à ce que l’établissement soit conforme à la réglementation municipale, que l’exploitant possède une assurance-responsabilité civile d’au moins 2 M\$ et qu’il ait préalablement obtenu l’autorisation du propriétaire ou de son syndicat de copropriété, le cas échéant.

Pour toute demande d'enregistrement, nous vous invitons à communiquer avec les partenaires suivants :

- Hébergement (chambre, chalet, maison principale, etc.) : [Corporation de l'industrie touristique du Québec](#);
- Camping (site sur terrain privé ou autre) : [Camping Québec](#).

Notez également qu'il est de la responsabilité de l'exploitant d'obtenir un avis de conformité de la part de sa municipalité avant d'adresser une demande d'enregistrement. Puisque certaines municipalités ont des réglementations plus strictes concernant l'hébergement touristique, il en revient également à l'exploitant de s'en informer.

Merci de votre collaboration,

***Le ministère du Tourisme***